POLITIQUE • CORONAVIRUS ET PANDÉMIE DE COVID-19

« Nous sommes en guerre » : le verbatim du discours d'Emmanuel Macron

Tandis que l'épidémie due au coronavirus progresse chaque jour en France, le président de la République a annoncé lundi soir une stricte restriction des déplacements pendant au moins quinze jours.

Le Monde
Publié le 16 mars 2020 à 21h04, modifié le 17 mars 2020 à 16h58 · Lecture 13 min.

Pendant que l'épidémie de Covid-19 progresse chaque jour en France, le président de la République, Emmanuel Macron, s'est exprimé, lundi 16 mars à 20 heures, dans une allocution télévisée. Nous retranscrivons ci-dessous ses propos.

En direct : « Nous sommes en guerre sanitaire » : Macron annonce des mesures encore plus strictes pour réduire les déplacements dans toute la France dès le 17 mars

« Françaises, Français, mes chers compatriotes. Jeudi soir, je me suis adressé à vous pour évoquer la crise sanitaire que traverse le pays. Jusqu'alors, l'épidémie de Covid-19 était peut-être pour certains d'entre vous une idée lointaine. Elle est devenue une réalité immédiate, pressante. Le gouvernement a pris, comme je vous l'avais annoncé, des dispositions fermes pour freiner la propagation du virus. Les crèches, les écoles, les collèges, les lycées, les universités sont fermées depuis ce jour. Samedi soir, les restaurants, les bars, tous les commerces non essentiels à la vie de la nation ont également clos leurs portes. Les rassemblements de plus de 100 personnes ont été interdits. Jamais la France n'avait dû prendre de telles décisions, évidemment exceptionnelles, évidemment temporaires en temps de paix. Elles ont été prises avec ordre, préparation, sur la base de recommandations scientifiques avec un seul objectif : nous protéger face à la propagation du virus.

Dans la journée de jeudi, un consensus scientifique et politique s'est formé pour maintenir le premier tour des élections municipales et j'ai pris, avec le premier ministre, la décision de maintenir le scrutin. Hier dimanche, les opérations de vote ont donc pu se tenir. Je veux ce soir remercier les services de l'Etat, les maires, l'ensemble des services des mairies, tous ceux qui ont tenu les bureaux de vote et qui ont donc permis l'organisation de ce scrutin. Je veux aussi saluer chaleureusement les Françaises et les Français qui, malgré le contexte, se sont rendus aux urnes dans le strict respect des consignes sanitaires, des gestes barrières contre le virus. Je veux aussi ce soir adresser mes félicitations républicaines aux candidats élus au premier tour. Environ 30 000 communes sur 35 000 ont après ce premier tour un conseil municipal.

Mais dans le même temps, alors même que les personnels soignants des services de réanimation alertaient sur la gravité de la situation, nous avons aussi vu du monde se rassembler dans les parcs, des marchés bondés, des restaurants, des bars qui n'ont pas respecté la consigne de fermeture. Comme si, au fond, la vie n'avait pas changé.

A tous ceux qui, adoptant ces comportements, ont bravé les consignes, je veux dire ce soir, très clairement, non seulement vous ne vous protégez pas, vous, et l'évolution récente a montré que personne n'est invulnérable, y compris les plus jeunes, mais vous ne protégez pas les autres, même si vous ne présentez aucun symptôme, vous pouvez transmettre le virus. Même si vous ne présentez aucun symptôme, vous risquez de contaminer vos amis, vos parents, grands-parents, de mettre en

danger la santé de ceux qui vous sont chers. Dans le Grand-Est, dans les Hauts-de-France, en Ile-de-France, nos soignants se battent pour sauver des vies avec dévouement, avec force.

Au moment où la situation sanitaire se dégrade fortement, où la pression sur nos hôpitaux et nos soignants s'accentue, tout notre engagement, toute notre énergie, toute notre force doivent se concentrer sur un seul objectif : ralentir la progression du virus. Je vous le redis avec force ce soir : respectons les gestes barrières, les consignes sanitaires. C'est le seul moyen de protéger les personnes vulnérables, d'avoir moins de concitoyens infectés et ainsi de réduire la pression sur les services de réanimation pour qu'ils puissent mieux accueillir, mieux soigner. Sans signes graves, contactons notre médecin traitant, n'appelons le SAMU et ne nous rendons à l'hôpital qu'en cas de fortes fièvres, de difficultés à respirer, sans quoi ils ne pourront faire face à la vague de cas graves qui déjà se profile dans certaines régions. Faisons preuve, au fond, d'esprit solidaire et de sens des responsabilités. Chacun d'entre nous doit à tout prix limiter le nombre de personnes avec qui il est en contact chaque jour. Les scientifiques le disent, c'est la priorité absolue.

C'est pourquoi, après avoir consulté, écouté les experts, le terrain et en conscience, j'ai décidé de renforcer encore les mesures pour réduire nos déplacements et nos contacts au strict nécessaire. Dès demain midi et pour quinze jours au moins, nos déplacements seront très fortement réduits. Cela signifie que les regroupements extérieurs, les réunions familiales ou amicales ne seront plus permises. Se promener, retrouver ses amis dans le parc, dans la rue, ne sera plus possible. Il s'agit de limiter au maximum ses contacts au-delà du foyer. Partout sur le territoire français, en métropole comme outre-mer, seuls doivent demeurer les trajets nécessaires. Nécessaire pour faire ses courses avec de la discipline et en mettant les distances d'au moins un mètre, en ne serrant pas la main, en n'embrassant pas. Les trajets nécessaires pour se soigner, évidemment. Les trajets nécessaires pour aller travailler quand le travail à distance n'est pas possible et les trajets nécessaires pour faire un peu d'activité physique mais sans retrouver, là encore, des amis ou des proches. Toutes les entreprises doivent s'organiser pour faciliter le travail à distance. Et quand cela ne sera pas possible, elles devront adapter dès demain leur organisation pour faire respecter ces gestes barrières contre le virus, c'est-à-dire protéger leurs salariés ou, quand il s'agit d'indépendants, se protéger eux-mêmes.

Newsletter

« Politique »

Chaque semaine, « Le Monde » analyse pour vous les enjeux de l'actualité politique

S'inscrire →

Le gouvernement précisera les modalités de ces nouvelles règles dès ce soir, dès après mon allocution. Toute infraction à ces règles sera sanctionnée. Je vous le dis avec beaucoup de solennité ce soir. Ecoutons les soignants qui nous disent *« si vous voulez nous aider, il faut rester chez vous et limiter les contacts »*. C'est le plus important, évidemment. Ce soir, je pose des règles nouvelles. Nous posons des interdits. Il y aura des contrôles, mais la meilleure règle, c'est celle qu'en tant que citoyens, vous vous appliquez à vous-mêmes et une fois encore, j'en appelle à votre sens des responsabilités et de la solidarité.

Dans ce contexte, après avoir consulté le président du Sénat, le président de l'Assemblée nationale, mais également mes prédécesseurs, j'ai décidé que le second tour des élections municipales serait reporté. Le premier ministre en a informé aujourd'hui même les chefs de partis représentés au Parlement. Cette décision a fait l'objet d'un accord unanime.

Mes chers compatriotes, je mesure l'impact de toutes ces décisions sur vos vies. Renoncer à voir ses proches, c'est un déchirement. Stopper ses activités quotidiennes, ses habitudes, c'est très difficile. Cela ne doit pas nous empêcher de garder le lien, d'appeler nos proches, de donner des nouvelles, d'organiser aussi les choses avec nos voisins. D'inventer de nouvelles solidarités entre générations. De

rester, comme je vous l'ai dit jeudi dernier, profondément solidaires et d'innover là aussi sur ce point. Je sais que je vous demande de rester chez vous.

Je vous demande aussi de garder le calme dans ce contexte. J'ai vu ces dernières heures des phénomènes de panique en tous sens. Nous devons tous avoir l'esprit de responsabilité. Il ne faut pas que les fausses informations circulent à tout-va et en restant chez vous, occupez-vous des proches qui sont dans votre appartement, votre maison ; donnez des nouvelles, prenez des nouvelles, lisez. Retrouvez aussi ce sens de l'essentiel. Je pense que c'est important dans les moments que nous vivons. La culture, l'éducation, le sens des choses est important. Evitez l'esprit de panique, de croire dans les fausses rumeurs. Les demi-experts ou les faux-sachants. La parole est claire, l'information est transparente et nous continuerons de la donner. Mais croyez-moi, cet effort que je vous demande, je sais qu'il est inédit mais les circonstances nous y obligent.

Nous sommes en guerre, en guerre sanitaire certes. Nous ne luttons ni contre une armée ni contre une autre nation, mais l'ennemi est là, invisible, insaisissable, et qui progresse. Et cela requiert notre mobilisation générale. Nous sommes en guerre. Toute l'action du gouvernement et du Parlement doit être désormais tournée vers le combat contre l'épidémie, de jour comme de nuit. Rien ne doit nous en divertir. C'est pourquoi j'ai décidé que toutes les réformes en cours seraient suspendues, à commencer par la réforme des retraites.

Dès mercredi, en conseil des ministres, sera présenté un projet de loi permettant au gouvernement de répondre à l'urgence et, lorsque nécessaire, de légiférer par ordonnance dans les domaines relevant strictement de la gestion de crise. Ce projet sera soumis au Parlement dès jeudi. J'ai vu tout à l'heure les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat afin que ces textes soient votés le plus finement possible, afin aussi que la vie démocratique et le contrôle du Parlement continuent dans cette période. Je les en remercie et je remercie tous nos parlementaires en cet instant.

Nous sommes en guerre. J'appelle tous les acteurs politiques, économiques, sociaux, associatifs, tous les Français à s'inscrire dans cette union nationale qui a permis à notre pays de surmonter tant de crises par le passé. Nous sommes en guerre et la Nation soutiendra ses enfants qui, personnels soignants en ville, à l'hôpital, se trouvent en première ligne dans un combat qui va leur demander énergie, détermination, solidarité. Ils ont des droits sur nous. Nous leur devons évidemment les moyens, la protection. Nous serons là. Nous leur devons, des masques, du gel, tout le matériel nécessaire. Et nous y veillons et y veillerons.

Nous avons décidé avec les scientifiques de réserver les masques en priorité pour l'hôpital et la médecine de ville et de campagne, en particulier les généralistes et les infirmières, désormais en première ligne aussi dans la gestion de la crise. Des masques seront livrés dans les pharmacies dès demain soir, dans les vingt-cinq départements les plus touchés, mercredi pour le reste du territoire national. J'ai aussi entendu le message des spécialistes, en particulier les chirurgiens-dentistes et beaucoup d'autres. Des solutions seront trouvées avec le ministre de la santé dans les prochaines heures.

Nous devons aussi aux soignants la garde de leurs enfants. Un service minimum de garde est en place depuis ce jour dans les crèches et dans les écoles. Nous leur devons aussi sérénité, dans leurs déplacements, et repos. C'est pourquoi j'ai décidé que dès demain les taxis et les hôtels pourront être mobilisés à leur profit. L'Etat paiera.

Nous sommes en guerre, oui. Le pays accompagnera dans cette période les régions les plus touchées aujourd'hui, comme celles qui le seront demain. A ce titre, je veux assurer les habitants, les personnels soignants du Grand-Est que nous serons au rendez-vous pour les appuyer face à l'afflux de patients et à la saturation des hôpitaux. Je sais ce qu'ils vivent depuis des jours et des jours. Nous sommes avec eux. J'ai décidé pour cela qu'un hôpital de campagne du service de santé des armées serait déployé dans les jours à venir en Alsace. Les armées apporteront aussi leur concours pour déplacer les malades des régions les plus affectées et ainsi réduire la congestion des hôpitaux de certains territoires.

Nous sommes en guerre. Aussi, comme je vous l'ai dit jeudi, pour nous protéger et contenir la dissémination du virus, mais aussi préserver nos systèmes de soins, nous avons pris ce matin, entre Européens, une décision commune. Dès demain midi, les frontières à l'entrée de l'Union européenne et de l'espace Schengen seront fermées. Concrètement, tous les voyages entre les pays non européens et l'Union européenne seront suspendus pendant trente jours. Les Françaises et les Français qui sont actuellement à l'étranger et souhaitent rentrer pourront bien entendu rejoindre leur pays. Nous devons prendre cette décision parce que je vous demande ce soir d'importants efforts et que nous devons, dans la durée, nous protéger. Et je veux dire à tous nos compatriotes qui vivent à l'étranger que là aussi, en bon ordre, ils doivent se rapprocher des ambassades et consulats et que nous organiserons pour celles et ceux qui le souhaitent, et là où c'est nécessaire, le rapatriement.

Vous l'aurez compris, vous le pressentez, cette crise sanitaire sans précédent aura des conséquences humaines, sociales, économiques majeures. C'est aussi ce défi que nous devons mener. Je vous demande des sacrifices pour ralentir l'épidémie. Jamais ils ne doivent mettre en cause l'aide aux plus fragiles, la pérennité d'une entreprise, les moyens de subsistance des salariés comme des indépendants.

Pour les plus précaires, pour les plus démunis, pour les personnes isolées, nous ferons en sorte, avec les grandes associations, avec aussi les collectivités locales et leurs services, qu'ils puissent être nourris, protégés, que les services que nous leur devons soient assurés. Pour la vie économique, pour ce qui concerne la France, aucune entreprise, quelle que soit sa taille, ne sera livrée au risque de faillite. Aucune Française, aucun Français ne sera laissé sans ressources.

S'agissant des entreprises, nous mettons en place un dispositif exceptionnel de report de charges fiscales et sociales, de soutien au report d'échéances bancaires et de garanties de l'Etat à hauteur de 300 milliards d'euros pour tous les prêts bancaires contractés auprès des banques. Pour les plus petites d'entre elles, et tant que la situation durera, celles qui font face à des difficultés n'auront rien à débourser ni pour les impôts, ni pour les cotisations sociales. Les factures de gaz ou d'électricité ainsi que les loyers devront être suspendus.

En outre, afin que personne ne soit laissé sans ressources, pour les salariés le dispositif de chômage partiel sera massivement élargi, comme je vous l'avais annoncé jeudi dernier, et comme le gouvernement a commencé à le préciser. Pour les entrepreneurs, commerçants, artisans, un fonds de solidarité sera créé, abondé par l'Etat, et auquel le premier ministre proposera aux régions aussi de contribuer.

Le gouvernement, dès demain, précisera toutes ces mesures. Elles seront en fonction des besoins, des réalités économiques, des nécessités secteur par secteur, évidemment adaptées. Nous serons au rendez-vous pour que notre économie soit préservée dans cette période si dure et pour que l'ensemble des travailleuses et des travailleurs puissent avoir cette sécurité aussi en termes de pouvoir d'achat, de continuité de leur vie.

Mes chers compatriotes, la France vit un moment très difficile. Nul ne peut en prévoir précisément la durée et à mesure que les jours suivront les jours, que les problèmes succéderont aux problèmes, il faudra en lien avec les éclairages donnés par les scientifiques, des expériences de terrain, il faudra nous adapter. Nous allons continuer aussi pendant cette période de travailler, de progresser sur les traitements et je sais le dévouement de plusieurs équipes partout sur notre territoire avec les premiers espoirs qui naissent, et nous continuerons aussi d'avancer sur le vaccin.

Régulièrement, je m'adresserai à vous. Je vous dirai à chaque fois, comme je l'ai fait, comme le gouvernement le fait, la vérité sur l'évolution de la situation. J'ai une certitude : plus nous agirons ensemble et vite, plus nous surmonterons cette épreuve. Plus nous agirons en citoyens, plus nous ferons preuve de la même force d'âme, de la même abnégation patriote que démontrent aujourd'hui nos personnels soignants, nos sapeurs-pompiers, l'ensemble des acteurs de la sécurité civile, plus vite nous sortirons de cette vie au ralenti. Nous y arriverons.

Mes chers compatriotes, en étant unis, solidaires, je vous demande d'être responsables tous ensemble et de ne céder à aucune panique, d'accepter ces contraintes, de les porter, de les expliquer, de vous les

appliquer à vous-mêmes. Nous nous les appliquerons tous, il n'y aura pas de passe-droits. Mais là aussi de ne céder ni à la panique ni au désordre. Nous gagnerons, mais cette période nous aura beaucoup appris. Beaucoup de certitudes, de convictions seront balayées, seront remises en cause. Beaucoup de choses que nous pensions impossibles adviennent. Ne nous laissons pas impressionner, agissons avec force, mais retenons cela, le jour d'après, quand nous aurons gagné, ce ne sera pas un retour aux jours d'avant. Nous serons plus forts moralement. Nous aurons appris et je saurai aussi avec vous en tirer toutes conséquences, toutes les conséquences. Hissons-nous, individuellement et collectivement, à la hauteur du moment. Je sais, mes chers compatriotes, pouvoir compter sur vous. Vive la République ! Vive la France ! »

Notre sélection d'articles sur le Covid-19

Retrouvez tous nos articles sur le SARS-CoV-2 et le Covid-19 **dans notre rubrique**

Sur l'épidémie :

- Visualisez l'évolution de l'épidémie en France et dans le monde
- Covid-19 : hausse, stabilisation ou baisse, où en est l'épidémie dans votre département ?
- Quelles sont les différences entre les vaccins ? Et leurs effets secondaires ?

Voir plus

Le Monde

Services *Le Monde*

Découvrir

Calculez votre empreinte carbone et eau avec l'Ademe

Retrouvez nos derniers hors-séries, livres et Unes du Monde

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Voir plus